

Camp Choucha

Communiqué de presse du 09.04.2013 | 41 réfugiés dont quatre enfants observent un sit-in depuis la fin mars devant les bureaux du Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies (UNHCR) à Tunis. Les 37 adultes sont en grève de la faim depuis le 1^{er} avril. Plusieurs d'entre eux ont dû être conduits à l'hôpital du fait de la dégradation de leur état de santé. D'autres réfugiés sont en grève de la faim au camp de Choucha avec les mêmes revendications et les mêmes risques vitaux. Par ailleurs, environ 200 personnes se trouvent dans ce camp sans statut de réfugiés c'est à dire non seulement sans statut juridique mais aussi sans accès à la nourriture ou aux services du camp.

La situation de ces réfugiés est inacceptable. Ils sont, depuis leur arrivée en Tunisie, dans un vide juridique qui les prive de tout droits et, bien qu'ils aient été reconnus réfugiés, aucune protection ne leur a été apportée, ni par l'Etat tunisien, ni par d'autres Etats qui auraient pu décider de les accueillir afin de leur procurer une protection internationale qui leur fait défaut en Tunisie, et le HCR a

cessé de les accompagner dans leur démarches.

Au lieu de cela, ces personnes restent maintenues dans un camp au milieu du désert, près de la frontière libyenne. La fermeture de ce camp a été décidée pour le 30 juin 2013 sans qu'aucune solution ne soit trouvée pour les personnes qui y vivent. La seule alternative donnée aux réfugiés statutaires est de rejoindre des programmes d'intégration en Tunisie, pays dans lequel aucun statut juridique ne leur est donné, donc aucun droit. Enfin, ces réfugiés se plaignent tous de subir des discriminations en Tunisie en raison de leur nationalité ou de leur couleur de peau, alors même qu'ils ont quitté leur pays pour fuir la persécution. Cette situation a déjà abouti au départ de nombreux réfugiés vers la Libye ou vers l'Europe par la mer, dans les deux cas au péril de leur vie.

Les organisations signataires appellent à un Sit-in devant la représentation du HCR au Maroc (26 avenue Tariq Ibn Ziadà Rabat) jeudi 11 avril 2013 à 16h pour demander au HCR d'organiser la réinstallation de tous les réfugiés dans des pays dotés de systèmes de protection effectifs, comme ils lui demandent depuis plus d'un an.

Organisations signataires : Association lumière sur l'émigration clandestine au Maroc (ALEC-MA), Collectif des communautés subsahariennes au Maroc (CCSM), Conseil des migrants subsahariens au Maroc (CMSM), Joint Action for those Forced to Emigrate (JAFEM), Organisation démocratique des travailleurs immigrés (ODT-IM), la Voix des femmes migrantes au Maroc (VFMM), Association marocaine des droits de l'homme (AMDH), ATTAC Maroc, Groupe antiraciste d'accompagnement et de défense des étrangers et migrants (GADEM), Organisation démocratique du travail (ODT)